

Ma foi, ta foi, pas de foi, notre société !

Intervenants : **Jacqueline Herremans** (Centre d'Action Laïque), **Armand Benizri** (Congrégation Israélite Seraphade Unie), **Laurent Chattaway** (paroisse Saint-François), **Mohamed Amine Ansriou** (Centre Culturel Islamique d'Ottignies LLN), **Sarah Turine** (échevine de la jeunesse, de la prévention et de la cohésion sociales, du dialogue interculturel et de la lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek-Saint-Jean -ECOLO), **Jean Leclercq** (professeur à l'UCL), **Olivier Riaudel** (professeur à l'UCL)

1) Comment envisagez-vous la place de la religion dans la société contemporaine et/ou dans l'engagement politique ?

Armand Benizri : Le problème est de s'entendre sur les mots. Parler de religion est déjà un problème car le judaïsme est un mode de vie et non une religion. Ensuite, d'un point de vue fonctionnel, en tant que religieux dans la société, c'est inévitable d'avoir un rapport au politique. Sur la question de l'abattage dit « rituel », par exemple, je suis interpellé en tant que citoyen.

Ansriou : Concernant le principe de laïcité, je dirais que c'est une impartialité fondatrice de l'Etat de droit et qui garantit celui-ci. Le reproche que je fais à certains laïques c'est que dire que la laïcité c'est en fait plus de religion du tout. Parce que là, c'est remplacer un dogmatisme par un autre dogmatisme. La laïcité devrait être le fait que personne n'impose à autrui ses propres convictions philosophiques. Aussi, que nous soyons tous respectueux du cadre légal qui s'impose à nous tout en étant respectueux des valeurs de notre foi car ça c'est une valeur ajoutée éthique.

Chattaway : Je pense qu'on est dans une période de crispation identitaire et le sujet de cette conférence est très important. Je répondrais à cette question en 3 axes. Le 1^{er} est : est-ce qu'on parle de religion ou de foi ? La religion c'est un mode de vie, des rites, une croyance (aspect extérieur) et la foi c'est de l'ordre de la spiritualité (aspect intérieur). Le 2^{ème} est de dire qu'on a une conception étrange en Europe, on se focalise sur l'aspect extérieur et ça amène à des crispations (cf Maalouf les identités meurtrières), or le message principal de la religion c'est le 3^{ème} axe : qu'est-ce que ça peut faire au fond d'avoir la foi dans une société post-moderne ? ça peut apporter énormément car c'est se connecter à quelque chose de plus grand que soi et qui permet de se relier aux autres, peu importe la foi de l'autre. Donc il est très important de distinguer le dogme et la foi.

Turine : Je suis d'accord avec l'importance de la distinction entre l'organisation des pratiques et la spiritualité. Selon elle, il est aussi important de savoir de quelle société on parle car ça varie d'une société à l'autre. En Europe, on est marqué par l'histoire de la séparation Eglise-Etat et le désenchantement du monde. On voit exploser la commercialisation de la spiritualité où chacun va chercher « plic ploc » les réponses à ces questions de sens. En politique, chacun arrive avec ses convictions propres tant politiques que religieuses,

l'important est de pouvoir les faire dialoguer avec celles des autres. Même si le politique est la gestion collective de la société, la gestion du sacré étant laissé aux organisations religieuses, les deux ne peuvent pas être entièrement séparées, il faut du dialogue.

Herremans : La laïcité c'est pas une opinion mais la liberté d'en avoir une. Il y a une ampleur démocratique basée sur les droits de l'Homme. C'est un principe humaniste qui fonde le régime des libertés et les Droits de l'Homme. La loi civile doit primer sur la loi religieuse au sens large. En étant dégagé de toute ingérence religieuse. La laïcité oblige l'Etat à assurer la possibilité à chacun d'avoir la liberté de croire ou de ne pas croire. La seule chose sur laquelle je suis dogmatique c'est sur le libre examen : on doit toujours pouvoir se questionner. Il faut voir en l'autre toute sa dimension, ne pas s'arrêter à une identité religieuse. Ne pas ramener une personne à une identité unique. Ne pas arriver à un système politique où la foi d'un élu politique détermine sa valeur. Par rapport aux religions dans l'Etat, il faut faire la division entre impartialité de l'Etat et ce qui relève de la sphère privée. Mais, en politique, comme l'a dit Sarah, on vient avec un bagage, des racines. Un laïque n'est pas forcément athée. C'est une balance à faire entre ce que l'on est et ce qu'est l'autre. En tout cas il est primordial de toujours faire primer la loi civile.

Leclercq : C'est important de pouvoir assumer ses identités multiples avec clarté. Je pense que vraiment pour des raisons historiques, la religion est de l'ordre de la sphère privée. Même s'il y a des manifestations publiques, cela retourne de la sphère privée. Parce que par nature la religion crée du « eux » et du « nous ». Je cite monseigneur de Kessel, « se focaliser sur le dialogue avec le reste de la société et que celui-ci soit positif » même en prônant le dialogue on fabrique du eux et du nous. Comment transcender cela ? En travaillant sur 2 concepts fondamentaux : citoyenneté et laïcité.

Il y a aussi un travail de différenciation entre laïcisation, travail du politique, et sécularisation, travail des religions. Aujourd'hui, le politique se sent investi d'une mission par rapport à l'islam, c'est révoltant. Il n'y a pas d'islam « de Belgique » ! de même qu'il n'y a pas de catholicisme de Belgique. C'est dangereux de commencer à dire des choses comme ça parce que ça mènera à des dérapages du type « l'islam de Molenbeek ». Tous les textes de loi nous disent que la liberté de conscience est une liberté fondamentale. On ne peut tenir des propos injurieux à l'égard d'une conviction. La liberté de croire est profondément intérieur. Mais ce n'est pas une liberté absolue, on peut la contraindre, en séparant le politique du théologique. Sur la question de la politique, dans la mesure où l'homme politique est représentant de la société, lorsqu'il représente le pouvoir de l'Etat, il y a un devoir essentiel d'impartialité et de neutralité (= ni l'un ni l'autre). Il y a des choses qu'on doit mettre entre parenthèses pour qu'un vivre ensemble soit possible.

Riaudel : Je reviens sur la différence entre laïcisation, processus politique, et sécularisation, processus sociétal. La laïcité vise à laïciser la politique et non la société. Les politiques et la religion, on est à chaque fois dans des histoires différentes. En Belgique, on a été marqué par l'existence d'un parti et d'un pilier catholique auquel s'est opposé un pilier laïque. Ce parti catholique est en crise. La question se pose de savoir si on n'est pas à mi-chemin entre deux conceptions de la laïcité. Entre une laïcité pilier et une laïcité de la défense des droits.

Quand on parle de laïcité on est entre deux modèles c'est peut-être pour ça qu'on est en crispation.

2) Comment vous positionnez-vous par rapport au principe de laïcité dans l'espace public ? Quelle est votre vision de la laïcité ?

Riaudel : j'aimerais citer une déclaration d'un député français en 1946 « *le cadre laïque se donne les moyens de faire coexister sur un même territoire des communautés ne partageant pas les mêmes convictions plutôt que de les juxtaposer en les excluant les unes des autres* ». Il y a une opposition entre un cadre laïque qui se conçoit comme opposé à la juxtaposition de communautés et une conception qui énonce la séparation Eglise-Etat. Aux USA, la laïcité c'est la défense des communautés religieuses face aux ingérences de l'Etat. Je suis sensible à la première version, la laïcité qui crée une communauté à partir de ce qui est commun aux citoyens et qui vise à défendre l'Etat contre la puissance des religions. La séparation Eglise-Etat ne veut pas dire grand-chose...

Leclercq : la notion de laïcité a une histoire. Il faut la définir en plusieurs axes. 1^{er} : constitutif : c'est la séparation du théologique et du politique (importante nuance du langage !!! il faut faire un travail de laïcisation du langage, pour nettoyer des traces sémantiques chrétiennes) ... 2^{ème} : obligation absolue de la primauté de la loi civile sur le prescrit religieux. 3^{ème} : pas d'interférence des religions dans le travail de l'Etat. 4^{ème} : la laïcité est un principe supérieur aux convictions et aux religions, c'est par ce principe que les religions peuvent coexister, l'Etat comme régulateur de certains conflits au lieu des guerres de religions. 5^{ème} : garantir le respect de la liberté de conscience et participer à leur organisation. Notre constitution n'est pas du tout laïque sur certains points. 6^{ème} : une exigence fondamentale de l'égalité des droits de l'homme et de la femme. Une loi type mariage pour tous est une loi laïque. 7^{ème} : la laïcité ne doit pas être un nouveau dogmatisme, elle doit être constructive.

Herremans : la laïcité en mouvement. En Belgique, elle a une histoire particulière, même s'il y avait d'autres piliers que catholiques vs laïques, on garde malgré tout un équilibre. Par exemple en matière d'enseignement libre vs. catholique. Ces différences étaient axées en ce qui concerne l'organisation de la société qui était basé sur l'institution catholique au départ. Comme par exemple les crucifix dans les tribunaux. On l'oublie parfois. C'est pour ça que les laïques ont pu être considéré comme un mouvement d'opposition à la religion. Laïque c'est la construction d'une société ou le mot citoyen veut dire quelque chose. Il y a une Organisation de la société selon trois axes : liberté, égalité, solidarité. Je ne suis pas sûre que la France soit tellement plus laïque que la Belgique et même à l'inverse. En Belgique, lors d'évènements traumatiques, on n'a pas de cérémonies religieuses mais des évènements publics ou chacun peut s'exprimer. En France, les manifestations se sont faites à l'église, parfois en invitant d'autre cultes, mais la laïcité était totalement absente. Il faut reconnaître que la société est plurielle et organiser la société de façon à ce qu'une morale n'impose pas aux autres sa propre morale.

Turine : Pour Ecolo, le principe c'est celui de la laïcité inclusive. Le but est de garantir à chacun dans le pays d'avoir des convictions qui lui sont propres. Et il est hors de question

que le politique s'ingère dans les questions de théologie et que le théologique s'ingère dans les décisions politiques. Il y a cependant chevauchement dans l'organisation de la société. Il est important quand le politique légifère qu'il prenne en compte la façon dont les communautés organisent leur culte pour voir quel est l'impact d'une décision politique sur l'une ou l'autre communauté et pour cela, il faut des consultations avec les représentations religieuses. La question est jusqu'où va la neutralité étant donné que le politique représente toute la société. Est-ce qu'il faut aller dans la neutralité totale dans chaque bâtiment, où chaque fonctionnaire soit d'apparence totalement neutre. Je ne pense pas. Doit-on aller jusqu'à supprimer les semaines de 7 jours pour éviter toute trace de religion ? Je ne pense pas. Doit-on aller jusqu'à interdire tout signe convictionnel dans la fonction publique ? Je ne pense pas, la neutralité du service public elle est dans le service rendu et non dans l'apparence de celui qui le rend.

Chattaway : La majorité n'a pas toujours raison. Sur la question de la laïcité on entend un certain discours qui dépeint la laïcité comme issu des lumières, et historiquement c'est vrai. On voudrait être dans une logique identitaire du « eux » contre « nous ». Or, on est dans un rapport de personne à personne et non de groupe contre groupe. C'est là que je n'aime pas le concept de laïcité parce qu'il incite à ce genre de logique. Je lui préfère le principe de neutralité qui est prévalent en Afrique du nord, car il permet un espace de rencontre. La laïcité crée plus de problèmes qu'elle n'en résout. Ceci dit, la laïcité est aussi un concept fluctuant.

Ansriou : Je ne pense pas qu'il y ait un eux – nous, je ne pense pas qu'il y ait forcément une fracture. La pluralité permet la diversité et la richesse. La laïcité c'est: 1) la liberté de croire ou ne pas croire, 2) la séparation du temporel et du spirituel et 3) l'égalité des sexes. Est-ce que la Belgique est laïque ? en tant que belge musulman je vous dirais non pas tellement. L'Etat s'ingère dans les affaires religieuses, notamment au conseil des musulmans de Belgique. Marcourt veut ériger un centre de formation des imams de Belgique, c'est un non-sens. Le culte doit respecter la loi qui s'applique à tout le monde. Et le politique ne doit pas se mêler des affaires religieuses.

Benizri : je ne répéterai pas tout ce qui a été dit. Je passe directement à ma vision de la laïcité, j'aimerais qu'elle soit une neutralité et dans ce cas-là excusez-moi mais hallelujah ! Je suis pour la laïcité qui serait synonyme de neutralité. Par contre, sans vouloir me focaliser sur l'abattage rituel, cette question m'a énormément perturbé par ce que j'ai vu des politiciens mentir et y a eu des dérapages qui m'ont vraiment fait mal. Si la laïcité devient elle-même une religion alors là ça ne va pas.

Herremans : Je veux réagir, il n'y a personne ici qui ait parlé de la laïcité en tant qu'autre culte à côté des autres cultes, bien au contraire. Je ne me sens pas respectée. Je me sens presque en accusation, pouvez-vous aller plus loin ?

Benizri : je m'excuse mais vous n'étiez pas visée. Il y a des politiciens qui ont menti par rapport à l'abattage rituel en expliquant que ce sont des « méthodes barbares ».

Leclercq : je crois qu'il faut reconnaître, toute l'importance de la laïcité organisée en Belgique. On confond laïcisation et sécularisation et on confond l'inter-convictionnel de

l'interculturel. Sur la question de la réforme des cours de religion, on voudrait que la religion soit quelque chose de monolithique mais que font les croyants pour co-construire quelque chose dans la société ?

Chattaway : Il faut distinguer le centre d'action laïque et le concept de laïcité. On ne peut importer le concept de laïcité français en Belgique.

Turine : on ne peut pas demander aux communautés religieuses plus de réflexivité sur elles-mêmes. « Mais qui je suis pour demander aux juifs de réfléchir sur eux-mêmes ? »

Riaudel : y a plusieurs organisations de la laïcité, plusieurs conceptions de celles-ci. Il y a un vrai débat possible sur l'équivalence faite entre laïcité et neutralité.

3) Comment définiriez-vous le vivre-ensemble ? Selon vous, est-ce un objectif atteint au de la société belge ? Que faudrait-il faire ?

Benizri : juste un mot, je voudrais être pragmatique et dire à monsieur Leclercq, qu'est-ce que les religions peuvent apporter ? S'il s'agissait d'interdire la chasse, on n'aurait rien dit. La deuxième chose, c'est que si on demande à des scientifiques de mesurer la douleur et qu'un comité scientifique dit c'est vraiment cruel et ben on s'y pliera. Pour le vivre ensemble, il n'y a qu'une seule chose que je vois c'est le respect. Ce n'est pas parce que la méthode de certains est meilleure qu'il vaudrait la rejeter parce qu'elle est séculière. Et donc pourquoi pas. En Belgique, dieu merci, si déjà les lois sont respectées on est dans un objectif de vivre ensemble et cela peut évidemment s'améliorer.

Ansriou : au vivre ensemble je préfère l'agir ensemble, le faire ensemble, c'est regarder ensemble les défis auxquelles nos sociétés font face. Ça passe par la rencontre des autres et la connaissance de ceux-ci. Les groupes extrémistes jouent sur l'ignorance des autres cultes pour éveiller un sentiment de peur chez la personne ignorante. Il faut ouvrir sa porte et être dans un dialogue de connaissance mutuelle. Cela passe par plus de dialogue interreligieux qui intègre les athées. Les politiques ont le devoir de montrer la diversité de la société d'aujourd'hui. Il est trop facile d'attendre tout des politiques et de les traiter d'incapables alors que ce sont les citoyens qui sont paresseux.

Chattaway : la diversité est là qu'on le veuille ou non. On est dans une période de crispation identitaire. J'ai la conviction que la laïcité n'est pas le véhicule approprié juridiquement pour régler ces problèmes dans la laïcité car j'y vois une ingérence de l'Etat dans les cultes religieux. Que faire pour un vivre ensemble, ouvrir des plateformes de dialogue, de rencontres où chacun puisse se rencontrer dans ses identités multiples et se mettre dans les chaussures de l'autre. C'est crucial à Bruxelles où l'on vit les uns à côté des autres et non les uns avec les autres.

Turine : C'est une question très large. J'ai deux réflexions. En effet, on est dans une période très crispée. Le monde est devenu un village avec la mondialisation. On doit être attentif dans chaque pays à pouvoir protéger sa culture par rapport à la mondialisation culturelle. En Europe, il y a un contexte particulier où y a une certaine islamophobie, une peur que les

valeurs traditionnelles européennes risquent de disparaître, d'être noyée. En France, c'est un modèle égalitariste/assimilationniste puis il y a un modèle anglo-saxon axé sur le multiculturalisme. En Belgique on est entre les deux, c'est une forme de communautarisme, dû à notre histoire belge de communautés FR-NL. Les communautés qui arrivent se sont installées naturellement dans ce système-là, il y a des communautés qui s'organisent entre elles au niveau culturel, commercial. Il est important que chacun puisse construire la société, se sentir reconnu comme appartenant à la société. Qu'il n'y ait pas de citoyen de seconde zone. Exemple : il serait essentiel d'avoir un musée des migrations à Bruxelles. Il faut aussi outiller les acteurs publics pour qu'ils puissent approcher la question de la multiculturalité sans préjugé ni parti pris. Cela permettra de considérer que chacun soit reconnu comme un citoyen à part entière.

Herremans : on ne peut pas dire qu'on a réussi dans sa globalité le vivre ensemble et le construire ensemble. On est loin du compte. Y a des éléments de déstabilisation de la société avec des dangers de repli (emploi, etc.). Exemple : l'élection présidentielle française. Les termes importants sont citoyen et citoyenneté. L'idée d'un cours de citoyenneté, on voulait éviter de séparer les élèves selon leur religion alors qu'ils n'ont pas encore la possibilité de s'identifier par eux-mêmes. Nous sommes tous d'origines multiples. Pour aller plus loin c'est le respect de l'altérité : l'autre est différent mais il est tout aussi citoyen que moi.

Leclercq : l'essentiel est de jouir de sa citoyenneté ; de bénéficier de la souveraineté politique. Y a une histoire à tout ceci, quand la citoyenneté se met en œuvre c'est contre un régime théocratique et une compréhension de l'Etat monarchique. Le concept de citoyenneté est abstrait, on va tout le temps le travailler, le remodeler. La citoyenneté il faut la construire. On la construit par des arrachements. Cela peut demander de laisser de côté certains particularismes. L'on va aussi se demander si l'on correspond à un certain travail de la raison. Moi je suis très gêné d'être dans un pays où mes impôts financent des ministres du culte qui refusent aux femmes d'être prêtre, où est l'égalité homme-femme ? qu'est ce que la communauté est capable de faire pour réfléchir et quitter ce symbolisme qui veut que les prêtres soient masculins ? C'est mettre de côté ses particularismes.

Riaudel : Il faut souligner l'importance de la souveraineté politique, il est important de rappeler aussi qu'il y a beaucoup de problèmes qui ne sont ni religieux ni culturels mais sociaux. L'Europe avait atteint une forme d'équilibre après-guerre, suite à une invisibilisation du judaïsme. Puis d'autres communautés sont arrivées.

4) Constatez-vous une certaine tendance au fondamentalisme dans votre confession ? Comment l'expliqueriez-vous ? Comment y répondriez-vous ?

Chattaway : je suis assez mal placé pour le dire tant concernant ma propre « religion » que celles des autres. J'ai l'impression que le problème principal n'est pas le fondamentalisme religieux. Le problème principal c'est le réchauffement climatique. Il faut tout simplement changer de modèle de société, il faut entamer une transition de nos modes de pensées et de nos comportements. Faire croître le PIB ne fera pas croître le bonheur. La question du

fondamentalisme c'est réduire la religion à ses aspects extérieurs. Or si on regarde un texte d'évangile, c'est enrichir son âme, c'est s'ouvrir aux autres, c'est le respect et l'amour.

Ansriou : On me demande souvent de quel pays je viens et on a du mal à admettre que je suis belge. Hier, 14 mai, c'était la célébration de la bataille de Gembloux où des marocains, algériens, etc. sont morts pour sauver ce pays. La société n'a pas été capable de mettre en valeur l'apport des communautés immigrées. Sur le fondamentalisme, je dirais que je ne suis pas un expert et je suis triste de voir qu'on invite sur des plateaux des gens qui n'ont pas une connaissance approfondie de ces faits. Ce sont des problèmes complexes, multifactoriels. Tous les facteurs sont à prendre en compte. Facteurs externes : contexte des personnes parties accomplir le jihad qui est un contexte hostile, stigmatisation et rejet qui rend plus enclin à écouter les discours qui disent ce sont eux les mauvais viens avec moi on va les combattre. Ensuite, il y a un déficit dans l'esprit critique et l'analyse des informations. Ce sont des tendances. Concernant les extrémismes violents, on a une coresponsabilité là-dedans et on doit trouver ensemble la solution. Les belges musulmans sont des partenaires de la solution et non des suspects du problème.

Benizri : fondamentalement il ne peut y avoir de fondamentalisme dans le judaïsme car la torah se résume en le précepte aime ton prochain comme tu t'aimes toi-même. Et pourtant nous avons aussi nos fondamentalistes. Ils sont minoritaires. Nous les juifs nous sommes ceux qui méconnaissent le plus notre propre judaïsme. Il faut répondre au fondamentalisme par la connaissance de sa religion mais aussi la connaissance de l'autre. Je prône l'instruction et l'éducation.

Leclercq : à Mohamed je dirais qu'il faudrait arrêter avec les histoires de générations, quel enfant est de la troisième génération de marocains en Belgique et lequel est de quatrième génération ? à Laurent je dirais que, d'accord ce n'est pas le principal mais il y a quand même un langage très stigmatisant de l'Eglise à l'encontre des homosexuels.

Questions – réponses du public

- À Laurent Chattaway, La morale vient de la religion c'est ce que vous avez dit non ? moi je suis athé et je trouve que non la morale ne vient pas de la religion, c'est le sens de la vie. Et heureusement que la morale ne vient pas de la religion (Note de la rédaction : non Laurent Chattaway n'a jamais dit ça)
 - ➔ Pourquoi invoquer la religion pour trouver une moralité ? Je ne me souviens pas avoir dit qu'on devait trouver sa moralité dans la religion. Chacun trouve sa moralité quelque part. par contre dans mon expérience personnelle, je pense qu'on peut trouver un sens à sa vie et un bonheur profond dans ce qui permet de cultiver une spiritualité.
 - ➔ Leclercq, oui le religieux c'est une expérience très personnelle et sensible.

- À monsieur Leclercq, quand vous avez parlé des particularismes, à quoi faites-vous référence ? est-ce que finalement la séparation totale entre politique et théologique ne mène pas à un totalitarisme ?
 - ➔ ◇ C'est tout le problème de l'articulation entre théologique et politique. La volonté d'appartenance implique de laisser de côté certaines choses mais cela ne veut pas dire qu'il faut laisser de côté les convictions/croyances.
- À monsieur Leclercq, est-ce qu'il n'y aurait pas une suite dans l'histoire ? Pourquoi dans le financement des cultes on considère encore que la majorité de la population est catholique ? Pourriez-vous continuer votre réflexion sur cette idée qu'il y a une continuité dans l'histoire ?
 - ◇ Je ne suis pas d'accord que la religion est une idéologie. Je vous renvoie aux travaux de Marcel Gauchet, on est passé du théologique à l'idéologique. Je pense que l'histoire ne sera jamais finie.